

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

CONSULTATION CONTINENTALE DES JEUNES

THÈME:

**LES RÔLES ET LES PERSPECTIVES DES JEUNES DANS LE REJET DES CHANGEMENTS
ANTICONSTITUTIONNELS DE GOUVERNEMENT**

PROJET DE NOTE CONCEPTUELLE

A. CONTEXTE

**18 - 19 NOVEMBRE 2022
COTONOU, RÉPUBLIQUE DU BÉNIN**

L'Afrique a eu sa part de problèmes de gouvernance démocratique dans le passé. La période qui a suivi l'indépendance a ouvert de nouveaux territoires aux nations nouvellement nées, mais elle n'a pas été exempte de difficultés, l'une d'entre elles étant les coups d'État militaires qui sont devenus contagieux. L'Afrique a néanmoins connu une période relativement stable où les coups d'État et les prises de pouvoir militaires ont été remplacés par des élections démocratiques et des transitions pacifiques. De nombreuses nations africaines se sont engagées sur la voie de la bonne gouvernance, de la démocratie et de la stabilité politique. Les pays ont mis en œuvre des réformes constitutionnelles progressives pour une plus grande liberté politique et un pluralisme démocratique. Des avancées majeures ont été réalisées dans le rétablissement du multipartisme, la fixation de la limite des mandats présidentiels, la tenue régulière d'élections législatives et présidentielles libres et équitables, la restauration des fonctions législatives et de contrôle des assemblées, la garantie de l'indépendance judiciaire et la promotion de l'émergence et de la croissance des médias privés et de la société civile. En outre, les règles constitutionnelles ont été prises plus au sérieux, et la limitation des mandats présidentiels a été largement respectée dans certains pays et contestée dans d'autres.

Cela jusqu'en 2022 où les acquis s'effritent et où, une fois de plus, l'Afrique connaît un retour en arrière. Les origines des coups d'État sont diverses, les facteurs qui y ont conduit étant fortement liés à des problèmes de gouvernance démocratique, au non-respect des droits de l'homme, aux activités de groupes terroristes et à une croissance économique déficiente qui n'a pas placé les citoyens au centre des préoccupations. En dépit de ces défis, de nombreuses Constitutions africaines exigent aujourd'hui le respect de l'État de droit et des droits de l'homme, et prévoient des mécanismes institutionnels de contrôle et d'équilibre, notamment un contrôle judiciaire. Les pays africains ont en effet fait des progrès considérables pour consolider la pratique de la démocratie.

Les citoyens africains, en particulier les jeunes, sont de plus en plus préoccupés par l'état de la gouvernance démocratique - l'appel à l'inclusion dans les processus est devenu plus fort et les questions sur les dividendes de la démocratie ont été mises sur la table par les jeunes. Les jeunes Africains comprennent et perçoivent la démocratie en termes pratiques de protection des libertés civiles, de participation des jeunes à la prise de décision, de processus de vote transparent et crédible lors des élections et de réformes de la gouvernance. La question est la suivante : nos gouvernements tiennent-ils les promesses qui ont été faites aux jeunes ?

La jeunesse africaine a exigé une réponse à cette question et à bien d'autres encore, bien qu'à sa manière - c'est pourquoi elle est devenue la tête d'affiche des protestations populaires, des résistances et parfois des coups d'État. En effet, les jeunes ont montré leurs frustrations et leur quête de démocratie, d'injustices sociales, d'élections volées et de corruption qui minent leur vie et leur avenir. Ce phénomène a également été amplifié par la culture populaire et les nouveaux médias où les réseaux sociaux ont été utilisés non seulement pour manifester des frustrations mais aussi, dans une plus large mesure, pour organiser et consolider des mouvements. Ce n'est pas un phénomène nouveau ; il s'est produit tout au long de notre histoire. La jeunesse africaine n'a jamais eu peur, elle a été le visage de la résistance et a dirigé des mouvements anti-colonisation - et a lutté contre l'apartheid.

Il est impossible de concilier les heures les plus riches de notre histoire, le rôle que les jeunes ont joué dans cette histoire et ce qui se passe actuellement sur le continent. L'impact des CAG sur l'état de la gouvernance démocratique et de la paix sur le continent est énorme. Étant donné que cette année a vu une recrudescence des CAG, il est nécessaire de réexaminer les renversements, le calendrier et de donner aux jeunes une chance de discuter du rôle qu'ils peuvent jouer pour faire reculer les CAG. Les coups d'État réduisent à néant les progrès réalisés en matière de gouvernance démocratique et démontrent à une nouvelle génération de jeunes qu'il est acceptable de choisir les armes plutôt que le bulletin de vote. Ces coups d'État continueront à se produire sur notre continent s'ils ne sont pas traités de manière réfléchie et efficace et les jeunes ont un rôle important à jouer dans ce processus. Cette année, grâce à cette Consultation Continentale des Jeunes, les jeunes auront l'opportunité de délibérer et de discuter des CAG sur le continent et de proposer des solutions à nos problèmes persistants.

B. JUSTIFICATION

La population africaine est la plus jeune du monde¹. En tant que tel, tout progrès que l'on cherche à réaliser sans tenir compte des perspectives des jeunes reviendrait à faire un pas en avant et deux pas en arrière. L'Union Africaine a fait de la jeunesse sa principale partie prenante dans ses efforts pour promouvoir la démocratie et la bonne gouvernance au sein des États membres. Les instruments fondamentaux de l'Union Africaine, à savoir son Acte Constitutif, la Charte sur la Démocratie, les Elections et la Gouvernance (CADEG), la Déclaration de l'OUA/UA sur les principes régissant les élections démocratiques, les Déclarations (d'Alger et de Lomé) sur les changements anticonstitutionnels de gouvernement, et la Convention de l'Union Africaine sur la Prévention et la Lutte contre la Corruption ont tous posé des principes fondamentaux contre les CAG. L'Union africaine, reconnaissant ces principes, a appelé à des efforts concertés pour s'attaquer aux déficits et aux causes structurelles des CAG.

Des normes et des standards ont été établis pour améliorer les principes et les pratiques démocratiques. Celles-ci se manifestent également par la participation active et l'intégration des jeunes et des femmes, non seulement dans les dialogues ou les discussions, mais aussi dans les mesures pratiques visant à améliorer et à construire des systèmes et des institutions de gouvernance, à renforcer la société civile et les relations entre civils et militaires, à lutter contre l'exclusion socio-économique et à gérer la diversité.

Plus particulièrement, un appel a été lancé aux États membres pour qu'ils engagent les jeunes, continuent à concevoir des mécanismes et créent un environnement propice à la participation effective des jeunes aux processus de paix et de développement aux niveaux national, régional et continental. Cela permettra de promouvoir les rôles et contributions importantes des femmes et des jeunes dans la promotion de la démocratie, de la bonne gouvernance, de la paix durable, de la sécurité et du développement sur le continent. En outre, les États membres ont été encouragés à envisager la création de programmes continentaux pour la jeunesse afin de permettre aux jeunes de s'engager et de participer aux questions de gouvernance démocratique².

Conscients de l'importance de l'engagement des jeunes et du rôle qu'ils jouent non seulement en tant que bénéficiaires, mais aussi en tant que partenaires et leaders, les organes et institutions de l'Union Africaine qui forment le Secrétariat de l'Architecture de Gouvernance Africaine (AGA), au nom de la Plateforme (AGP), ont organisé sous les auspices de l'Architecture de Gouvernance Africaine une Stratégie d'Engagement des Jeunes (SEJ) qui vise à augmenter les capacités des jeunes et à les engager dans un dialogue constructif. Le renforcement des capacités s'appuie sur un Manuel Continental de l'Union Africaine sur la Participation des Jeunes aux Processus Politiques et Démocratiques sur le Continent³. Ce manuel gratuit peut être téléchargé sur le site web de l'UA. Les jeunes, les États membres et les organisations y ont accès afin de fournir aux jeunes des capacités ciblées leur permettant de s'engager de manière significative dans les questions de gouvernance démocratique.

Dans le cadre d'un effort visant à donner aux jeunes l'occasion de délibérer sur les questions de gouvernance démocratique, la Plateforme Africaine de Gouvernance a institutionnalisé des consultations continentales/régionales de la jeunesse en amont du Dialogue de Haut Niveau. Cette année, les jeunes se réuniront pour délibérer sur "Les rôles et les perspectives des jeunes dans le refus des changements

¹ It is estimated that 70% of the population of Africa is young. According to the African Youth Charter, the definition of youth is from 18-35.

² Declaration on unconstitutional changes of government in Africa, <https://www.peaceau.org/en/article/declaration-on-unconstitutional-changes-of-government-in-africa>, Accessed September 2022.

³ Youth Participation in Political and electoral Processes in Africa, [https://au.int/sites/default/files/documents/41284-doc-Guide to Youth Participation in Political and Electoral Processes in Africa - 1st DEC1.pdf](https://au.int/sites/default/files/documents/41284-doc-Guide%20to%20Youth%20Participation%20in%20Political%20and%20Electoral%20Processes%20in%20Africa%20-%201st%20DEC1.pdf), Accessed September 2022.

anticonstitutionnels de gouvernement". La consultation a été consacrée à ce sujet en raison de la valeur particulière que les jeunes peuvent apporter aux conversations, pour obtenir des perspectives sur les questions qui affectent leur vie et solliciter des idées et des solutions, ainsi que pour souligner leur rôle dans l'inversion des CAG sur le continent.

La Consultation Continentale des Jeunes est prévue du **18 au 19 novembre 2022** à **Cotonou**, au **Bénin**.

C. APPROCHE THÉMATIQUE DE LA CONSULTATION CONTINENTAL DES JEUNES

1. LES PERSPECTIVES DES JEUNES SUR LA RESURGENCE DES CHANGEMENTS ANTICONSTITUTIONNELS DE GOUVERNEMENT EN AFRIQUE: La session examinera l'histoire des coups d'État sur le continent - les jeunes discuteront et apprendront les causes profondes, l'histoire et les facteurs de la récente résurgence des CAG. Cette discussion vise également à comprendre et à décortiquer les causes et les effets des CAG du point de vue des jeunes, afin de leur permettre d'apprendre, de réfléchir et de trouver des idées sur le rôle qu'ils peuvent jouer pour lutter contre les CAG.

2. ANALYSE DES CADRES NORMATIFS DE L'UA ET DES CER CONTRE LES CAG À TRAVERS LE PRISME DE LA JEUNESSE: Cette session thématique permettra d'explorer le cadre normatif et juridique de l'Union africaine et des CER spécifiquement axé sur les CAG. Les jeunes auront l'occasion d'explorer les cadres normatifs et leur rôle dans la lutte contre les CAG. La session permettra de partager les expériences, de relever les défis et de discuter des solutions.

3. L'INCLUSION SIGNIFICATIVE DES JEUNES DANS LES SYSTÈMES POLITIQUES ET SOCIO-ÉCONOMIQUES COMME CLÉ DE LA LUTTE CONTRE LES CAG : Cette session discutera des moyens de promouvoir un développement participatif, inclusif, démocratique et équitable qui place les jeunes au centre. La discussion est destinée à couvrir l'engagement significatif des jeunes dans les processus de gouvernance démocratique, en abordant les questions d'injustices socio-économiques, les élections mal gérées, la corruption et de nombreux facteurs qui donnent lieu à des griefs conduisant à la frustration chez les jeunes. Des discussions sur le renforcement des contrats sociaux entre les citoyens et les gouvernements comme outils de prévention des CAG seront également abordées par les intervenants.

4. LEADERSHIP DES JEUNES : FORMER LA PROCHAINE GÉNÉRATION DE LEADERS POLITIQUES CONTRE LES CAG : Les jeunes Africains d'aujourd'hui seront-ils différents à l'avenir ? L'Afrique a eu sa part de coups d'État, mais qu'est-ce qui va changer à l'avenir et quelle garantie avons-nous, en tant que société, que les jeunes, lorsqu'on leur donne une chance, ne suivent pas le même chemin que les anciens dirigeants ? La plupart des putschistes ont commencé comme des libérateurs, mais une fois au pouvoir, ils sont devenus les dictateurs les plus brutaux, à tel point que leurs prédécesseurs ont pâli en comparaison. Une approche ciblée et calculée doit être développée pour inciter les jeunes du continent à devenir de meilleurs leaders. L'éducation civique et le changement de mentalité nécessitent des investissements et cette session abordera ce débat.

5. MISE EN OEUVRE INCLUSIVE DES DECLARATIONS D'ACCRA ET DE MALABO CONTRE LES CAG - LA JEUNESSE AU CENTRE: Cette section vise à développer les aspects pratiques de la mise en œuvre des Déclarations d'Accra et de Malabo contre les CAG. Les panélistes discuteront de comment les jeunes peuvent être à l'avant-garde de la feuille de route pour la mise en œuvre. Cette session discutera du rôle des États membres, de l'UA, des organes et des CER, des OSC et des autres parties prenantes dans la prise de mesures pratiques pour la mise en œuvre de la déclaration d'Accra et de la décision de Malabo.

6. L'AFRIQUE PARLE : Cette session est conçue comme une conversation intergénérationnelle pour permettre l'échange d'expériences et mettre en valeur les jeunes du continent et leurs contributions aux valeurs démocratiques et contre le CAG, grâce à leur résilience et leur pouvoir.

7. INTERMÈDE: Les intermèdes entre les sessions seront assurés par des voies créatives en partageant des spectacles culturels, de la musique et des vidéos inspirantes et pertinentes qui visent à inspirer les participants.

D. OBJECTIF GLOBAL

L'objectif principal de la Consultation continentale de la jeunesse est de fournir un espace collaboratif, ouvert et inclusif pour favoriser et encourager la participation significative des jeunes dans les délibérations politiques qui contribuent à la lutte contre le CAG en Afrique.

E. OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Les objectifs spécifiques de la Consultation Continentale des Jeunes sont de :

- a) Discuter des causes profondes des changements anticonstitutionnels de gouvernement qui ont contribué à la récente recrudescence, en considérant les CAG comme un résultat de l'échec de la gouvernance démocratique et socio-économique, et non comme des événements sans liens entre eux;
- b) Améliorer la compréhension des cadres normatifs et institutionnels régionaux, nationaux et de l'Union Africaine, qui existent à tous les niveaux liés à l'enracinement de la démocratie, des élections, du constitutionnalisme, de la prévention des conflits, de la paix et de la sécurité parmi les jeunes ;
- c) Créer un espace de collaboration pour des réflexions intergénérationnelles sur des questions transversales telles que le développement socio-économique et la distribution équitable des richesses, l'engagement des femmes et des jeunes, et le renforcement des capacités institutionnelles ; et
- d) Fournir une plateforme pour que les jeunes Africains partagent leurs expériences et les leçons apprises, ainsi que des conversations en tête d'affiche en tant que parties prenantes majeures dans la réalisation de démarches pratiques pour mettre en œuvre les décisions et finalement prévenir le CAG en Afrique.

F. RÉSULTATS ATTENDUS

Les résultats suivants seront issus de la Consultation Continentale des Jeunes :

- a) Une meilleure compréhension des instruments de l'UA, plus particulièrement de la Charte Africaine de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance (CADEG) et des Valeurs Partagées,
- b) Une meilleure compréhension des cadres normatifs et institutionnels existants de l'UA et des CER par rapport aux CAG ;
- c) Fournir une plateforme pour les jeunes afin de partager les expériences et les leçons ; et
- d) Coordonner et amplifier la voix des jeunes dans la présentation des étapes concrètes et de la feuille de route pour la mise en œuvre des Déclarations et des recommandations contre les CAG.

G. PRODUCTIONS ATTENDUES

Les documents suivants seront issus de la Consultation Continentale des Jeunes ;

1. Un compte rendu des résultats des conversations ;
2. Un rapport des travaux ;
3. Une (1) note d'orientation ;
4. Des communiqués de presse et des clips et extraits sonores d'actualité dans les médias sociaux ; et
5. Des extraits et des photos de l'engagement sur les réseaux sociaux (Twitter, Facebook, Instagram).

H. MÉTHODOLOGIE

La réunion se tiendra physiquement et utilisera une combinaison de méthodologies pour faciliter les délibérations. Les discussions seront menées par le biais de plusieurs stratégies interactives, notamment:

1. Discussions des panelistes ;
2. Des conversations approfondies avec des spécialistes et des experts de haut niveau ;
3. Des conversations intergénérationnelles ;
4. L'Afrique parle ; et
5. Forums en plénière.

Les tables rondes des panélistes seront conçues de manière à garantir un échange intergénérationnel ainsi qu'un mélange de perspectives politiques et de perspectives de praticiens dans les conversations, tout en présentant des initiatives pratiques. La Consultation Continentale des Jeunes se caractérisera par une forte implication des médias sociaux, des fils d'information sur les sessions et des extraits sonores, ainsi que d'autres moyens innovants pour stimuler le débat pendant, avant et après la réunion afin d'impliquer un public plus large.

I. DOCUMENTATION ET LANGUES DE TRAVAIL

La documentation pour le Pré-Forum sera partagée par voie électronique. Tous les documents et les nouvelles mises à jour seront disponibles sur www.au.int/aga, **@AGA_Platform** sur **#DGTrends**.

Le Pré-Forum se déroulera dans les **4 langues de l'UA** - arabe, anglais, français et portugais. Des interprétations simultanées sont prévues dans les 4 langues et la documentation sera fournie en **français** et en **anglais**.

J. PARTICIPATION

The key stakeholders that will be part of the Continental Youth Consultation include the following:

- i. H.E Minister of Youth and Sports of the Republic of Benin;
- ii. Youth-Led and youth organisations;
- iii. Youth with Disabilities;
- iv. AU organs and institutions;
- v. Regional Economic Communities;
- vi. Civil Society Organizations (CSOs) including Youth networks and Women's organizations;
- vii. Representatives of The Republic of Benin as hosts of the 11th HLD
- viii. Development Partners and Agencies
- ix. Private Sector (Multinationals/Local);
- x. Philanthropy Organisations and Individuals;
- xi. UN agencies and other International and continental financial institutions (e.g. AfDB, IMF, World Bank);
- xii. Media and influencers; and
- xiii. Universities, Academia, think tanks, and Research Institutions.

K. DATES

La Consultation Continentale des Jeunes se tiendra du **18 - 19 Novembre 2022 à Cotonou, Bénin.**

L. PARTENARIATS

La Consultation Continentale des Jeunes du DHN est une initiative institutionnalisée de la PAG visant à faciliter la participation des femmes aux délibérations politiques sur la démocratie, la gouvernance et les droits de l'homme. Le Pré-Forum sera soutenu par le Bureau de l'Envoyé Spécial pour les Femmes, la Paix et la Sécurité, le Département des Affaires Politiques, de la Paix et de la Sécurité dirigeant le processus par l'intermédiaire du Secrétariat de l'AGA-APSA.

M. CONTACT

Amb. Salah Hammad

Responsable par intérim, Secrétariat de l'AGA-APSA
Direction de la Gouvernance et de la Prévention des Conflits Gouvernance,
Département des Affaires Politiques, de la Paix et de la Sécurité
Commission de l'Union Africaine
Addis Abéba, Ethiopie
Email: HammadS@africa-union.org

Mme. Makda Mikre Tessema

Experte en Démocratie et Gouvernance
Secretariat de l'AGA - APSA
Département des Affaires Politiques, de la Paix et de la Sécurité
Commission de l'Union Africaine
Email: MakdaM@africa-union.org

Ms. Hagar Azzoz

Chargée de projets,
Secrétariat AGA-APSA;
Direction de la Gouvernance et de la Prévention des Conflits Gouvernance,
Département des Affaires Politiques, de la Paix et de la Sécurité
Commission de l'Union Africaine Email: Azzoozh@africa-union.org